

*Les subsides*

Il conviendrait aussi de se rappeler que l'industrie nucléaire canadienne a connu bien des difficultés en raison de la médiocrité du contrôle que le gouvernement a exercé par l'intermédiaire de la société de la Couronne, l'EACL, et en raison des nombreuses interventions de libéraux chargés de conclure des marchés d'exportation. Le projet de Chalk River aurait pu être réalisé beaucoup plus rapidement, n'eût été de certaines interventions et ingérences malheureuses de la part d'anciens députés et ministres libéraux.

Je crois que la plupart des Canadiens se préoccupent des incidences de l'industrie nucléaire sur le plan de la santé; voyons ce qu'il en est. Quel est le véritable problème sous ce rapport? Dans l'industrie de l'extraction de l'uranium, par exemple, chacun sait qu'il y a des déchets radioactifs, mais quelle est la gravité de ce problème? On sait que le bassin de la rivière Serpent, dans le nord de l'Ontario, a été contaminé. Quel danger résulte de cette contamination? En mettant les choses au pire, une personne qui boirait uniquement l'eau de cette rivière s'exposerait à un risque égal à celui qui résulterait de la consommation d'environ une cigarette par année. Si le danger n'est pas inexistant, il me semble qu'il est négligeable comparé à d'autres périls qui nous menacent tous les jours. Le député et moi-même fumons probablement plus d'une cigarette par heure. Il y a donc là matière à réflexion.

Quel est l'historique de cette industrie et de ses travailleurs sur ce plan? J'ai eu l'occasion de visiter la première centrale nucléaire, en Angleterre. J'ai aussi consulté les données statistiques publiées par l'Hydro Ontario. D'après les chiffres disponibles en Angleterre, le taux de mortalité des travailleurs de l'industrie nucléaire, en incluant les décès attribuables au cancer, est inférieur au taux de mortalité moyen des victimes du cancer. Ce taux est peut-être légèrement supérieur d'après les chiffres fournis par l'Hydro Ontario mais, là encore, il n'est pas significatif.

L'accident survenu à la centrale de Three Mile Island a fait couler beaucoup d'encre. Mais quelles seront les répercussions véritables de cet accident? Les études scientifiques les plus poussées ont démontré qu'il provoquera, d'ici à quarante ans, moins d'un cas additionnel de décès dû au cancer dans une population de 300,000 personnes. On prévoit que, durant cette même période, le nombre de décès dus au cancer résultant d'autres causes dans cette même population sera d'environ 60,000. C'était un grave accident, mais en termes relatifs et comparé au dossier d'autres formes d'énergie, même les énergies dites douces, c'est un facteur minime et presque négligeable.

• (1150)

On a fait allusion à l'impact économique. Le secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Dingwall) a apporté un argument valable quand il a dit que 36,000 emplois sont en jeu dans l'industrie nucléaire d'un bout à l'autre du Canada. Ces emplois se répartissent comme suit: environ 6,000 dans l'industrie minière, 3,280 dans la recherche et de développement, environ 4,000 dans l'ingénierie et la conception, 6,000 dans l'industrie manufacturière, 11,000 dans le bâtiment, 5,600 dans l'exploitation et l'entretien et 250 dans l'administration publique.

Nous ne pouvons pas envisager ces emplois sous le même angle que d'autres dans divers secteurs de l'économie. La raison, en est que ces emplois exigent des connaissances techniques de pointe. Sans conteste, dans ces domaines de la technologie qui vont évoluer sans cesse, le Canada est à l'avant-garde. Le Nouveau parti démocratique voudrait que nous fassions marche arrière et que nous y voyions non pas une possibilité d'avenir mais un risque. Je suis persuadé que si nous faisons marche arrière et si nous nous désintéressons de tous ces domaines où le Canada a toujours été à l'avant-garde, nous raterions une unique occasion à l'avenir. Je ne puis croire que c'est là ce que voudrait le NPD, mais c'est pourtant là la position qu'il avance.

Quel sera l'avenir de ce secteur au Canada? Si le NPD réclame aujourd'hui une commission royale d'enquête, c'est vraisemblablement parce que le gouvernement a évité d'examiner publiquement cette question. Il en a bien discuté privément, à l'occasion d'une séance qui, bien que portant le flanc à la critique, a donné des résultats. J'ignore s'il a pris une décision définitive, car il devait envisager trois ou quatre options. Il pouvait choisir de ne rien faire et de laisser le secteur mourir de sa belle mort, et c'est ce qui serait arrivé s'il n'avait pas tenu compte de ce qui pourrait se produire dans un an environ; par contre, il pouvait décider de consacrer des centrales nucléaires à la production d'électricité qu'il vendrait aux États-Unis. Entre ces deux options extrêmes, il pouvait recourir à diverses mesures soit isolément, soit en série.

Il est évident que si le gouvernement ne fait rien, ce secteur va continuer de périlcliter. Si nous n'arrivons pas à vendre plus de réacteurs à des pays comme Formose, la Chine ou la Turquie, ou si nous n'arrivons pas à le faire d'une façon rentable, nous courrons le risque de voir le secteur disparaître, que nous continuions ou non à utiliser des réacteurs nucléaires chez nous. J'ignore si la décision du gouvernement est finale. Quand le ministre va prendre la parole, peut-être nous le dira-t-il. Je pense que c'est notamment pour cela que le NPD et d'autres blâment à juste titre le gouvernement. Personne ne sait ce qu'il fait; peut-être le gouvernement ne le sait-il pas lui-même.

Quand nous voyons ce qui se passe, par exemple le nombre des employés mis à pied, à l'Énergie atomique du Canada Ltée le nombre des saisis et les réserves excessives d'eau lourde que nous entreposons, nous sommes contraints à nous poser des questions. Peut-être le ministre pourrait-il nous donner une évaluation chiffrée du coût de l'eau lourde que nous continuons de fabriquer à Glace Bay et à Port Hawkesbury et nous dire l'usage qu'il entend en faire dans un proche avenir. Nous avons déjà pour 100 millions de dollars d'eau lourde entreposée il y a deux ans. Quel est ce chiffre maintenant? Il faudrait que le ministre réponde à ces questions franchement et sans détour.

Au sein de notre parti, nous avons maintes fois discuté très sérieusement du secteur nucléaire. Nous avons envisagé avec une certaine minutie quelques-uns des moyens que nous pourrions mettre en œuvre pour aider à résoudre le problème. Nous avons commencé à le faire en 1979, lorsque le gouvernement a constitué une équipe de travail pour examiner toute cette question. Je ne pense pas que nous puissions nous payer le luxe de rester inactifs, compte tenu de l'importance du secteur et de la technologie qui est en jeu dans le monde. Je ne pense pas non plus que nous puissions nous payer le luxe de mettre sur pied une équipe de travail ou une commission royale d'enquête. Ce